CANADIAN CLIMATE INSTITUTE

L'INSTITUT CLIMATIQUE DU CANADA



RAPPORT D'IMPACT ANNUEL

2025-2026

Qui sommes-nous?

L'Institut climatique du Canada est le principal organisme de recherche sur les politiques en matière de changements climatiques au Canada. Nous fournissons des analyses essentielles et des feuilles de route concrètes pour renforcer la compétitivité économique, afin que le Canada puisse réussir dans la transition énergétique mondiale.

L'Institut climatique est fier de collaborer avec des partenaires de tout le pays et du monde entier pour accélérer l'innovation, la compétitivité à faibles émissions de carbone et le progrès climatique, ainsi que pour valoriser les connaissances et le leadership autochtones en matière de solutions climatiques.

Nos travaux reposent sur les meilleures recherches et données probantes disponibles, et bénéficient de l'apport technique et de la supervision méthodologique d'experts de premier plan de tout le Canada.

Notre démarche repose sur des données accessibles, la modélisation économique et des analyses d'experts articulées autour de six priorités de recherche :

- **ADAPTATION :** Rendre notre économie, nos infrastructures et nos communautés plus résilientes au réchauffement climatique.
- **ATTÉNUATION :** Faire progresser des voies rentables pour réduire les émissions et accélérer la transition du Canada vers les énergies propres.
- **CROISSANCE PROPRE :** Définir des politiques et des stratégies pour favoriser une croissance à faibles émissions de carbone et une compétitivité économique.
- **440 MÉGATONNES :** Suivre les progrès climatiques du Canada, grâce à des analyses fondées sur des données.
- **RECHERCHE AUTOCHTONE :** Placer au cœur de la démarche et valoriser les solutions politiques climatiques portées par les peuples autochtones, qui favorisent la réconciliation et l'autodétermination.
- **FINANCE DURABLE :** Accélérer les investissements du secteur privé, afin de réduire les risques liés aux effets des changements climatiques, de maximiser les possibilités de croissance propre et d'améliorer la compétitivité à long terme.

Ce qui distingue notre recherche

Nous abordons de grands enjeux de politiques publiques avec une combinaison de rigueur scientifique et d'analyse pratique. Le personnel de l'Institut établit les priorités de recherche, mène des analyses et des activités de liaison externe, élabore des recommandations stratégiques et publie des travaux de recherche en toute indépendance, sans directives, ni interventions de la part des partenaires financiers ou des gouvernements. Tout au long de notre processus de recherche, des panels d'universitaires éminents et d'experts en la matière fournissent des commentaires constructifs sur la portée des travaux, les méthodologies de recherche, les résultats et les recommandations stratégiques. Les principales publications de recherche font l'objet d'une évaluation formelle par les pairs avant leur parution, et les noms des évaluateurs externes sont mentionnés dans chaque rapport. Par ailleurs, nous dialoguons avec les gouvernements, les représentants et les titulaires de droits autochtones, les chefs de file de l'industrie, la société civile et d'autres acteurs tout au long de nos processus de recherche. Nous veillons ainsi à ce que nos recherches soient non seulement solides sur le plan analytique, mais qu'elles tiennent également compte des réalités de terrain susceptibles de déterminer la réussite ou l'échec de la mise en œuvre des politiques.





Les préoccupations climatiques sont sur le point de revenir au premier plan avec urgence

Ce n'est un secret pour personne que les préoccupations des Canadiens et Canadiennes au sujet des changements climatiques peuvent glisser au second plan lorsque des menaces plus immédiates dominent l'actualité. Les conflits géopolitiques, la hausse du coût de la vie et notre relation chaotique avec l'administration au sud de la frontière ne sont que quelques exemples récents.

La prépondérance des grands enjeux publics (les changements climatiques en sont assurément un) connaît presque toujours des fluctuations. L'attention s'intensifie lors de catastrophes, de sommets internationaux ou d'annonces politiques majeures, puis retombe à mesure que d'autres pressions surgissent.

En revanche, les changements climatiques ne sont pas un phénomène cyclique. Ils sont cumulatifs. Même lorsque l'attention se déplace ailleurs, les émissions de carbone continuent de s'accumuler et leurs effets s'aggravent avec le temps. Il s'agit là d'une différence cruciale. Peu importe à quel point les changements climatiques s'effacent de l'agenda public, ils finiront inévitablement par s'imposer de nouveau avec force et urgence.

Enrayer les changements climatiques se résume essentiellement à un seul impératif structurel : la décarbonation du système énergétique mondial. Cette transition est de plus en plus motivée par des impératifs à court terme. Comme l'ont démontré l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le conflit plus récent dans le détroit d'Ormuz, l'approvisionnement en combustibles fossiles est vulnérable aux perturbations géopolitiques, et les coûts liés à cette vulnérabilité se répercutent sur l'ensemble de l'économie.

En revanche, l'électricité propre peut être produite à l'intérieur des frontières nationales, renforçant ainsi la sécurité énergétique. Les énergies solaire et éolienne, en particulier, sont flexibles, efficaces et moins coûteuses presque partout… et le deviennent davantage chaque jour.

Malgré cela, nous devons reconnaître que le Canada, à l'instar d'autres grands producteurs d'énergie fossile, est naturellement réticent à accepter la transition avec l'urgence qui s'impose. L'énergie fossile contribue de manière importante à la capacité budgétaire et économique du pays, à l'emploi local et, souvent, à l'identité régionale.

Une transition précipitée et mal planifiée pour délaisser le pétrole et le gaz peut présenter des risques considérables pour les travailleurs, les infrastructures et l'accessibilité financière. En même temps, une progression trop lente garantira des coûts substantiels et croissants, autant pour l'avenir économique que climatique du Canada.

Prendre du retard ne signifie pas seulement manquer les objectifs de réduction des émissions auxquels le Canada s'est engagé. Cela signifie perdre la compétitivité industrielle, le leadership technologique et la crédibilité politique dans un monde où l'électricité propre et les nouvelles technologies électriques deviennent le moteur de la croissance.

Les changements climatiques ne resteront pas longtemps au bas de la liste des priorités. Les lois de la physique ne le permettront tout simplement pas. Il en ira de même pour les réalités économiques… et, à terme, politiques.

Lorsque les préoccupations climatiques reviendront au premier plan, la qualité des analyses mises à la disposition des décideurs sera d'une importance capitale. L'Institut climatique du Canada sera là pour les fournir, en s'appuyant sur une expertise indépendante et des perspectives fondées sur des recherches, des données et des compétences exceptionnelles. Pour ne citer qu'un exemple particulièrement pertinent, les travaux de l'institut sur les aspects économiques de l'adaptation au climat démontrent que chaque dollar investi de manière proactive aujourd'hui peut permettre d'économiser jusqu'à 15 fois ce montant à long terme.

Je salue donc les contributions remarquables de notre personnel, sous la direction de Rick Smith, et des membres de notre conseil d'administration, de nos comités d'experts et de notre conseil consultatif, qui orientent et éclairent les travaux.

Ensemble, nous avons un travail important à accomplir dans les mois et les années à venir.





MESSAGE DU PRÉSIDENT : RICK SMITH

Naviguer dans une nouvelle ère pour la politique climatique canadienne

L'année écoulée a été marquée par des changements majeurs, tant au niveau national que mondial. Au Canada, un nouveau gouvernement a réorienté l'action fédérale vers la compétitivité économique et la diversification des échanges commerciaux. Aux États-Unis, Donald Trump, réélu, a démantelé d'importantes politiques climatiques et érigé de nouvelles barrières commerciales. Pendant ce temps, le reste du monde a, quant à lui, continué de progresser dans la transition vers une énergie électrique plus propre.

De grands marchés, comme l'Europe et la Chine, ont continué à mettre en œuvre des mécanismes robustes de tarification du carbone. Une voiture sur quatre vendue dans le monde en 2025 était électrique. Par ailleurs, l'énergie solaire a été le principal moteur de la croissance de l'approvisionnement énergétique mondial l'an dernier : une première pour les énergies renouvelables modernes.

Pour rester concurrentiel dans ce monde en mutation, le Canada a besoin de politiques gouvernementales réfléchies et bien conçues pour réduire les émissions de carbone et accroître les possibilités économiques futures. Alors que les conditions météorologiques extrêmes s'intensifient (causant 2,4 milliards de dollars en pertes assurées en 2025) notre pays a également besoin d'adopter des solutions pratiques, afin d'assurer la sécurité des communautés et de maîtriser les coûts croissants des catastrophes climatiques.

Plus de cinq ans après la création de l'institut climatique du Canada, nos analyses continuent d'être plus pertinentes que jamais. Au cours de l'année écoulée, nous avons publié des recherches nuancées et des feuilles de route applicables pour favoriser l'adoption de politiques climatiques judicieuses.

Nous avons démontré pourquoi la tarification du carbone pour le secteur industriel constitue l'un des leviers les plus puissants dont dispose le Canada pour réduire les émissions tout en préservant la compétitivité, le tout à un coût minimal pour les ménages.

Nous avons soutenu que l'interconnexion des réseaux d'électricité régionaux, afin d'accélérer l'électrification, devrait constituer un projet phare de construction nationale. En effet, il est impossible d'atteindre la carboneutralité sans une production accrue d'électricité propre, et sans les lignes de transport et les réseaux modernes nécessaires pour la distribuer.

Il est également crucial d'assurer la place du Canada dans la course mondiale aux minéraux critiques, qui sont au cœur de nombreuses technologies propres. Alors que la demande monte en flèche, nos recherches ont révélé que le Canada risque de manquer une occasion de plusieurs milliards de dollars s'il n'attire pas davantage d'investissements pour stimuler la production.

Nos recherches ont également montré que des infrastructures résilientes face aux changements climatiques permettraient aux contribuables d'économiser jusqu'à 9 milliards de dollars par an. Le premier rapport majeur de notre équipe de recherche autochtone a détaillé ce en quoi le fait de doter les communautés autochtones de logements sains, écoénergétiques et résilients au climat peut permettre de réaliser des économies tout en sauvant des vies.

La transition vers une énergie propre nécessite des investissements. Ainsi, grâce à un financement initial du gouvernement fédéral, nous avons lancé conjointement un nouveau projet, avec Parcours des entreprises de demain, visant à élaborer au cours des deux prochaines années la taxonomie de la finance durable au Canada. Des lignes directrices d'investissement bien définies et conçues au Canada aideront à déterminer quelles activités s'inscrivent dans la transition énergétique mondiale, favorisant ainsi la mobilisation de capitaux privés vers une croissance propre et renforçant la compétitivité des secteurs à faibles émissions de carbone.

Comme l'ont démontré les recherches de notre projet 440 mégatonnes, le Canada n'est pas en voie d'atteindre ses objectifs climatiques. Plus le pays s'éloigne de la trajectoire prévue, plus il sera coûteux et difficile de redresser la barre, et plus les risques à long terme pour la sécurité et la résilience économique du Canada seront élevés.

Aujourd'hui, il est plus clair que jamais que de bonnes politiques climatiques sont essentielles pour maintenir un coût de la vie abordable, protéger nos communautés contre les phénomènes météorologiques extrêmes et bâtir une économie plus forte.

Alors que le Canada s'apprête à prendre des décisions cruciales concernant ses politiques intérieures et ses investissements au cours de l'année à venir, l'institut fournira aux décideurs les connaissances nécessaires pour naviguer avec succès dans la transition énergétique mondiale et bâtir un avenir prospère.



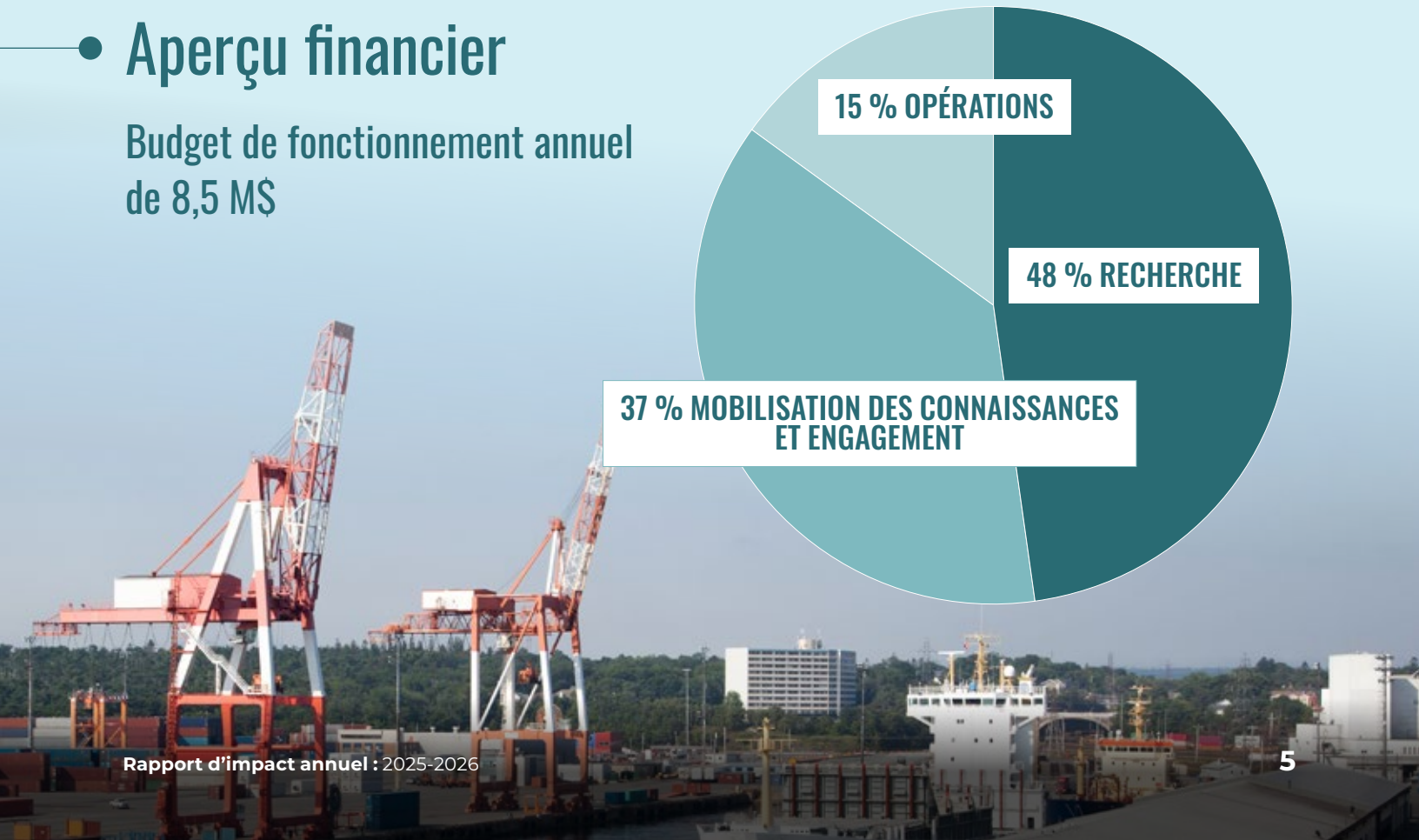
Partenaires et donateurs

L'Institut climatique du Canada est un organisme de bienfaisance canadien enregistré, non partisan, gouverné de façon indépendante. Nous sommes fiers de travailler en collaboration avec une grande variété de partenaires et de bailleurs de fonds à la réalisation d'initiatives spécifiques. Le personnel de l'Institut élabore et mène nos grands projets de recherche en toute indépendance, du début à la fin, quelle que soit la source de financement.

Agnico Eagle
Asherleaf Consulting Inc.
Association canadienne du ciment
Banque de développement du Canada
Banque Royale du Canada
Bruce Power
Bureau d'assurance du Canada
Centraide de l'Est de l'Ontario
Centre des Compétences futures
Compagnie d'assurance Definity
Électricité Canada
Environnement et Changement climatique Canada
Exportation et développement Canada
Fédération canadienne des municipalités
Fondation communautaire d'Ottawa
Fondation familiale Trottier
Fondation européenne pour le climat
Fondation Hewitt
Fondation Houssian
Fondation Hummingbird
Fondation Ivey
Fondation Mariano Elia
Fondation Max Bell
Fondation McLean
Fondation Ronald S. Roadburg
Fondation WCPD
Fonds familial McClure
Fonds pour l'économie propre
Groupe Co-operators limitée
ICLEI Canada
Intact Assurance
Les Compagnies Loblaw Limitée
Ministère des Finances du Canada
Navius Research Inc.
Provincial Employees Community Services Fund
Rae Christen Jeffries LLP
Society of United Professionals
Stanley Horn Charitable Trust
TD
Un Canada résistant au climat
Utilis Consulting
Vale
Vancity
Voilà
Wawanesa Assurance

Aperçu financier

Budget de fonctionnement annuel de 8,5 M$



Activités et retombées : En chiffres

Plus de
9 700
mentions dans les médias d'information

74
textes d'opinion et d'analyse publiés

15
rapports et documents de recherche

Environ
940 000
pages consultées sur le site Web

Plus de
50 000
abonné(e)s dans les médias sociaux

Plus de
20 000
abonné(e)s à l'infolettre

10
webinaires et événements organisés

Environ
2 000
participant(e)s aux webinaires



Événements qui ont réuni des dirigeant(e)s et catalysé les discussions

Grâce à des événements d'envergure, des webinaires, des conférences et une présence sur la scène internationale en 2025-2026, l'Institut climatique du Canada a partagé des analyses fondées sur des données probantes, afin de faire progresser des solutions climatiques concrètes.

Souligner cinq années de leadership en matière de politique climatique

Toronto, 16 octobre 2025





En octobre, plus de 220 chefs de file de l'action climatique issus de l'industrie, du monde des affaires, des organisations autochtones et des gouvernements se sont réunis à Toronto pour célébrer le cinquième anniversaire de l'Institut. Ensemble, nous avons fait le point sur nos progrès communs, souligné l'importance des recherches ayant éclairé le débat sur la politique climatique au Canada et discuté du travail collectif à venir.

Cet événement a été marqué par les allocutions des mairesses de Montréal et de Toronto, **Valérie Plante** et **Olivia Chow**, ainsi que par des interventions vidéo de **Julie Dabrusin**, ministre fédérale de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature, de **David Eby**, premier ministre de la Colombie-Britannique, de **Tim Halman**, ministre de l'Environnement et du Changement climatique de la Nouvelle-Écosse, de **Chris Stark**, chef de mission pour l'énergie propre au Royaume-Uni et de **Corinne Le Quéré**, ancienne présidente du Haut Conseil pour le climat en France.



Faire progresser la politique climatique dans un monde en mutation

Ottawa, 25 février 2026



Comment la politique climatique peut-elle réagir à un contexte mondial en mutation rapide, marqué par l'incertitude géopolitique, les défis en matière de sécurité énergétique et les pressions croissantes sur la compétitivité canadienne? En février 2026, l'Institut climatique a réuni plus de 150 participant(e)s issu(e)s de l'industrie, du monde universitaire, d'organisations environnementales, d'organisations autochtones, des médias, et du gouvernement pour discuter de la question lors de l'événement intitulé *La politique climatique dans un monde en évolution*.

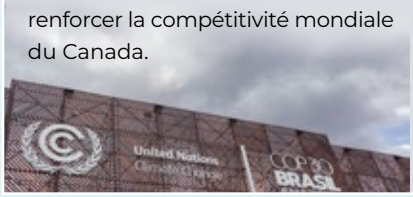
La rencontre d'Ottawa a été marquée par une allocution principale et une discussion informelle avec Michael Liebreich. Fondateur de Bloomberg New Energy Finance et expert mondial renommé en matière d'énergie propre et de transport, d'infrastructures intelligentes, de technologies, de financement climatique et de développement durable, Michael Liebreich a plaidé en faveur de politiques pragmatiques axées sur la promotion de la croissance des énergies propres, plutôt que sur la limitation des combustibles fossiles.

L'événement a également donné lieu à une intervention de la ministre Dabrusin et à une table ronde animée réunissant des experts canadiens dans les domaines de l'électricité, de la demande énergétique des consommateurs et des marchés internationaux du carbone. Ensemble, ils ont exploré ce en quoi des politiques climatiques intelligentes et tournées vers l'avenir peuvent renforcer la résilience économique, tout en accélérant la transition du Canada vers un avenir à faible intensité de carbone.

Apporter l'expertise canadienne à la COP30

Belém, Brésil,
Du 10 au 21 novembre 2025

En novembre, des représentant(e)s de l'Institut climatique ont participé à la COP30 à Belém, au Brésil, aux côtés de plus de 45 000 personnes venues du monde entier, issues des gouvernements, de la recherche, de l'industrie et de la société civile. Nous avons pris part à des tables rondes, à des réunions avec les parties prenantes et à des entrevues dans les médias pour examiner en quoi les politiques climatiques peuvent profiter à l'économie et renforcer la compétitivité mondiale du Canada.



Approfondir les conversations

En 2025-2026, l'Institut climatique a organisé divers webinaires et diverses tables rondes, touchant plus de 2 000 participant(e)s dans le monde entier, notamment :

- En juin 2025, **deux tables rondes** ont présenté les dernières études de cas sur les perspectives autochtones et ont attiré plus de mille personnes dans le monde.
- Plus de 500 personnes ont assisté à trois webinaires **« Demandez-moi n'importe quoi »** examinant les dernières estimations d'émissions du Canada et divers aspects de la conception du système de tarification du carbone industriel.
- **Un webinaire et une table ronde** consacrés à notre rapport *Des risques à nos portes* (publié en février 2025) ont permis d'examiner les coûts de construction de nouveaux logements dans des zones exposées aux feux de forêt ou aux inondations.
- **Un webinaire** organisé conjointement avec Indigenous Power Coalition a rassemblé près de 300 participantes et participants pour une discussion sur les projets de transport d'électricité menés par les Nations autochtones.
- Le personnel de l'Institut a pris la parole à plus de **20 autres événements et webinaires**, que ce soit en conférence principale, en table ronde ou en présentation.

Principaux rapports



Juin 2025



Octobre 2025



Décembre 2025



Février 2026



Février 2026

Documents de recherche



Novembre 2025



Janvier 2026



Février 2026



Février 2026



Février 2026

CANADIAN CLIMATE INSTITUTE
Indigenous Research
L'INSTITUT CLIMATIQUE DU CANADA
Recherche autochtone

CIER
Centre for Indigenous Environmental Resources

Perspectives autochtones 2025

Nous remercions chaleureusement les auteurs et autrices ainsi que les chercheurs et chercheuses qui ont élaboré des études de cas originales dans le cadre du programme Perspectives autochtones 2025-2026, conçu et présenté en partenariat avec le Centre for Indigenous Environmental Resources.



Exploiter l'énergie renouvelable non utilisée au Canada

Frank Busch, Joel Krupa et Kevin Hanna



Évaluation des systèmes énergétiques distribués dirigés par des Autochtones au Nouveau-Brunswick

Kevin Woods, Tracy Primeau et Claire Harris



Composer avec les changements climatiques dans l'écosystème économique autochtone

Tasha Brooks et Leighton Gall



Politique climatique se fondant sur la protection de l'orignal et la gouvernance anichinabée

Shannon Chief et Jamie Vincent



Protéger les terres et les eaux dans la région du Traité n°9

Michel Koostachin, Rick Cheechoo et Kerrie Blaise

Politiques pour aider le Canada à se préparer et à prospérer

Investir dans l'adaptation aux changements climatiques aide à protéger les Canadiens et Canadiennes contre les préjudices financiers et physiques, renforce l'économie et évite des coûts plus élevés à l'avenir.

En 2025, le Canada a connu la deuxième pire saison de feux de forêt jamais enregistrée. De nombreuses communautés du Manitoba ont été évacuées, tandis que la fumée enveloppait de grandes villes nord-américaines et atteignait même l'Europe. En septembre, 85 % du territoire canadien était classé anormalement sec ou en situation de sécheresse.

Les coûts et les conséquences de telles catastrophes liées au climat ne cessent d'augmenter. Selon le Bureau d'assurance du Canada, neuf des dix années les plus coûteuses au pays pour les sinistres assurés se sont produites depuis 2013.

Les phénomènes météorologiques extrêmes exposent déjà les Canadiens et Canadiennes à des risques, endommageant les maisons et les infrastructures publiques. Ils rendent également la vie moins abordable en perturbant les chaînes d'approvisionnement et en faisant grimper les coûts des réparations, des assurances et des interventions d'urgence.

Plus les gouvernements tardent à investir dans l'adaptation et la réduction des émissions, plus ces coûts augmenteront.

Les recherches de l'Institut climatique ont permis d'approfondir ces questions tout au long de l'année.

Notre nouveau rapport, intitulé ***Prévenir ou réparer***, a examiné les avantages de rendre les infrastructures publiques résilientes aux changements climatiques. Ces travaux ont révélé que des investissements proactifs visant à adapter les routes, les ponts, les réseaux d'égouts pluviaux et les systèmes d'approvisionnement en eau à la hausse des températures et à l'intensification des précipitations pourraient permettre aux gouvernements d'économiser jusqu'à 9 milliards de dollars par an d'ici 2100.

La majeure partie des coûts initiaux incombera aux administrations municipales, qui possèdent et exploitent plus de 60 % des infrastructures publiques du Canada. Toutefois, étant donné que les municipalitéés n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour d'importants investissements dans la résilience, le soutien des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pour l'élargissement de l'autorité municipale génératrice de recettes et l'augmentation du financement est crucial.

En se basant sur notre rapport de février 2025 intitulé ***Des risques à nos portes*** qui quantifiait les risques économiques liés à la construction de nouveaux logements dans des zones à risque de feux de forêt et d'inondations, nos expertes et experts ont également alimenté le débat national sur la préparation face à ces phénomènes par la publication d'éditoriaux, de fiches d'information et de dizaines d'entrevues dans les médias ainsi que d'interventions publiques de premier plan.

Nous avons souligné l'importance de tenir les nouveaux développements à l'écart des zones à haut risque, de renforcer les codes du bâtiment et la planification de l'utilisation des terres, de protéger les maisons et les communautés à risque existantes, d'améliorer la gestion des forêts et des combustibles, de soutenir les pratiques autochtones de gestion du feu par le brûlage dirigé et d'accroître la capacité de lutte contre les incendies et d'intervention d'urgence. Toutes ces mesures reposaient sur des renseignements clairs et probants sur le lien entre les changements climatiques et les risques, ce qui a permis de contrer la désinformation dans le débat public.

Parallèlement, alors que les gouvernements mettaient l'accent sur la diversification des échanges commerciaux et la résilience économique, nous avons fait valoir que l'adaptation aux changements climatiques des corridors de transport et de commerce du Canada devait constituer une priorité économique nationale. Il est plus important que jamais que les routes, les voies ferrées et les ports canadiens continuent à assurer la circulation des marchandises. Pourtant, les infrastructures commerciales du Canada sont de plus en plus vulnérables aux catastrophes exacerbées par les changements climatiques.



Réduire les émissions et les coûts grâce à des politiques fondées sur des données probantes

Il est toujours possible pour le Canada de s'enligner sur une trajectoire vers un climat plus sûr et une économie plus compétitive. Toutefois, les progrès dépendent de l'accélération des investissements dans des solutions de croissance propre et du renforcement de politiques climatiques économiquement judicieuses.

La tarification du carbone industriel a occupé une place centrale dans les discussions sur la politique climatique du Canada en 2025-26. Notre équipe 440 mégatonnes a fourni de nouvelles recherches et analyses, afin de quantifier les réductions d'émissions et les retombées économiques qu'un système bien conçu pourrait générer.

Nous avons établi que l'instauration d'un prix effectif minimal du carbone de 130 $ la tonne d'ici 2030 augmenterait les coûts moyens de production des sables bitumineux de moins de 50 cents le baril, soit moins que le prix d'un Timbit par baril. Alors que la désinformation circulait sur les implications en matière de coût de la vie, nous avons effectué des calculs démontrant que l'incidence sur les prix des denrées alimentaires serait tout aussi négligeable.

En février 2026, l'Institut a soumis au gouvernement fédéral des recommandations détaillées visant à renforcer son système de tarification du carbone industriel, notamment en donnant aux provinces et aux territoires la souplesse nécessaire pour atteindre le prix minimum et en améliorant la transparence et la reddition de comptes au sein des systèmes provinciaux.

La tarification du carbone industriel est un outil stratégique essentiel, afin d'offrir de la prévisibilité aux entreprises et encourager les projets à faible intensité de carbone. Toutefois, nos recherches indiquent qu'elle doit s'accompagner de mesures complémentaires favorisant l'adoption d'électricité propre et de technologies à faible émission de carbone.

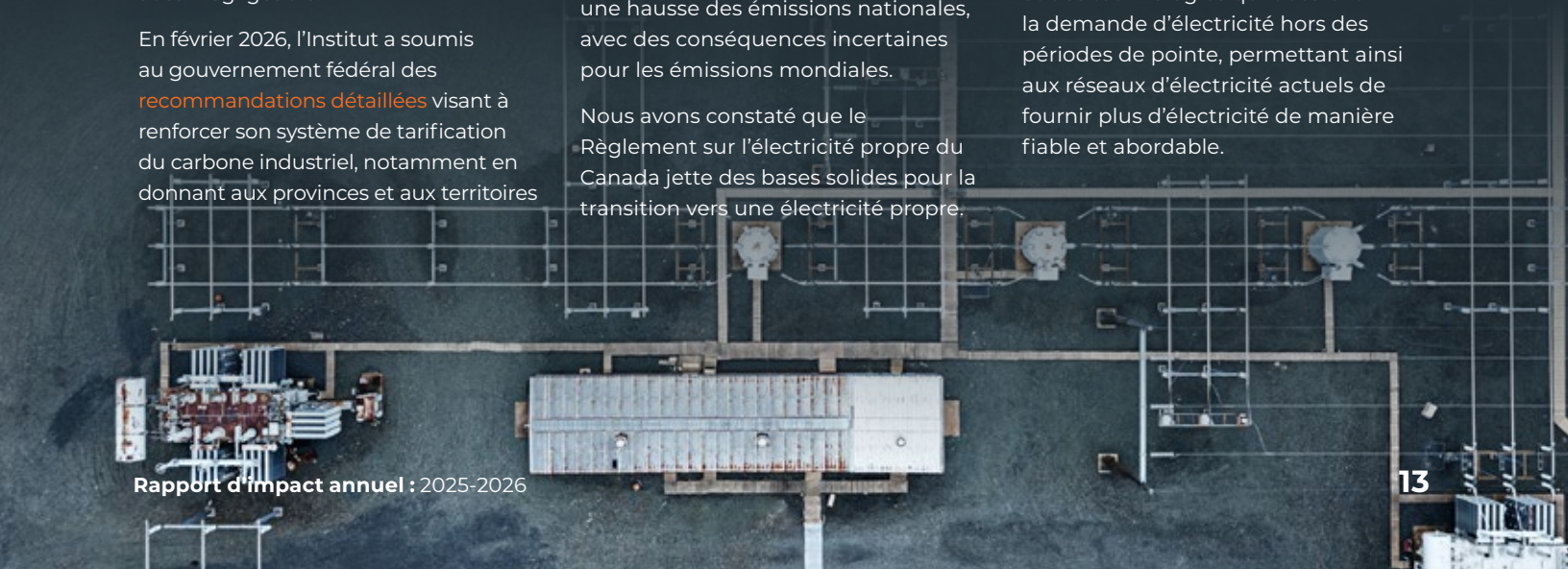
À titre d'exemple, nous avons souligné en quoi l'abandon progressif du charbon en Alberta et en Ontario a permis de réduire considérablement les émissions du secteur de l'électricité, constituant ainsi l'une des plus grandes réussites du Canada en la matière. Cependant, en l'absence d'une norme fédérale rigoureuse, les progrès durement acquis en matière de réduction des émissions pourraient être compromis par des mesures provinciales disparates et une orientation insuffisante donnée aux organismes de réglementation de l'électricité.

Par ailleurs, notre analyse a révélé que l'accroissement de la production et des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) du Canada entraînerait une hausse des émissions nationales, avec des conséquences incertaines pour les émissions mondiales.

Nous avons constaté que le Règlement sur l'électricité propre du Canada jette des bases solides pour la transition vers une électricité propre. Cette transition portera ses fruits en stimulant la croissance des industries à faibles émissions de carbone, en rendant l'électricité plus abordable pour les consommateurs et en accentuant la réduction des émissions. Parallèlement, nos recherches sur les véhicules électriques ont démontré que des politiques coordonnées, incluant des mandats de vente de véhicules électriques, des mesures incitatives pour les consommatrices et consommateurs, le déploiement d'infrastructures de recharge et une offre de véhicules abordables, sont indispensables pour accélérer leur adoption.

Nous avons également suivi la croissance rapide de l'adoption des thermopompes au Canada. Cette tendance a été particulièrement évidente dans le Canada atlantique et au Québec, où un soutien politique marqué et la hausse du coût des combustibles ont stimulé l'adoption de ces équipements, permettant ainsi aux ménages de réduire à la fois leurs émissions et leurs dépenses énergétiques.

Enfin, notre document de cadrage ***Trop intelligent pour être ignoré*** a mis en évidence l'importance croissante des compteurs intelligents et des technologies qui décalent la demande d'électricité hors des périodes de pointe, permettant ainsi aux réseaux d'électricité actuels de fournir plus d'électricité de manière fiable et abordable.



Libérer le potentiel de croissance propre du Canada

Le potentiel de croissance propre du Canada est considérable. Toutefois, pour le concrétiser, il faudra des investissements coordonnés, une planification moderne des infrastructures et une collaboration accrue avec les Nations autochtones.

L'année écoulée a clairement démontré qu'une transformation énergétique mondiale de grande ampleur est en cours. L'énergie solaire est devenue la principale source de croissance de l'approvisionnement énergétique dans le monde. Le stockage par batteries a connu une expansion sans précédent. Un véhicule neuf sur quatre vendu dans le monde était électrique

Ces évolutions des marchés mondiaux offrent des perspectives économiques substantielles pour le Canada. Alors que les gouvernements fédéral et provinciaux recherchent des projets structurants pour renforcer la résilience économique, stimuler le potentiel de croissance propre du Canada pourrait générer une nouvelle prospérité dans les années à venir.

Dans notre rapport intitulé ***Trajectoire critique***, nous avons examiné comment le Canada peut assurer sa place dans la course mondiale aux minéraux critiques. La production de technologies propres (comme les éoliennes, les véhicules électriques, les batteries et les modules photovoltaïques) nécessite un approvisionnement important en minéraux et métaux, comme le cuivre, le nickel, le lithium, le graphite, le cobalt et les terres rares.

Le Canada dispose d'importantes réserves de ces ressources. Toutefois, la production demeure bien en deçà du potentiel du pays, en grande partie en raison de l'incertitude entourant les investissements. Pour lever cet obstacle, notre rapport préconisait de partager le risque financier lié aux investissements, de financer la participation et le partenariat des communautés autochtones dans les projets de minéraux critiques, de renforcer la réglementation minière, afin de réduire les risques et les responsabilités environnementaux, et d'améliorer l'efficacité de l'examen des projets sans pour autant affaiblir les garanties environnementales, ni les processus de consultation des peuples autochtones.

Trois études connexes ont renforcé ces conclusions. L'une d'elles exposait les principaux risques environnementaux liés à l'activité minière (notamment la gestion des résidus, la réhabilitation des sites miniers et la prise en compte des incidences sur la biodiversité) et appelait à un renforcement de la réglementation et des normes, afin de minimiser les répercussions potentielles.

Une seconde étude a démontré que le recours à l'électrification, à des réseaux plus propres et à des technologies émergentes pour décarboner l'industrie minière, un secteur traditionnellement très énergivore, peut renforcer la compétitivité du Canada, alors que les acheteurs du monde entier exigent de plus en plus des chaînes d'approvisionnement à faible intensité de carbone.

La troisième étude a examiné la participation des peuples autochtones aux processus réglementaires. L'intégration des droits autochtones et les droits issus de traités dans les projets de mise en valeur des ressources sur les terres autochtones est essentielle. Nous avons relevé des lacunes persistantes en matière de capacités et de mise en œuvre, et avons indiqué que l'évaluation et la cogouvernance dirigées par les Autochtones constituaient des modèles plus efficaces.

Au-delà du secteur minier, nous avons également examiné les systèmes favorisant une croissance propre. Nous avons montré que l'expansion du transport d'électricité est essentielle pour permettre l'électrification de l'industrie et l'intégration d'énergies propres, tandis que les batteries à l'échelle du réseau offrent un outil rentable, mais sous-déployé, pour améliorer la fiabilité et mieux utiliser les infrastructures électriques existantes.



Suivi des progrès climatiques du Canada

Les progrès du Canada en matière de réduction des émissions ont stagné en 2025, mettant hors de portée la cible climatique du pays pour 2030.

En 2025, un nouveau gouvernement fédéral est entré en fonction avec pour mandat d'accroître la résilience économique et la compétitivité climatique, de renforcer la sécurité énergétique et de s'attaquer aux différends commerciaux et aux menaces pesant sur la souveraineté. Nos recherches, menées tout au long de l'année, ont démontré que ces priorités ne doivent pas nécessairement compromettre les progrès du Canada sur le plan climatique. En fait, elles peuvent se renforcer mutuellement.

Nous avons souligné les progrès réalisés dans le développement de l'électricité propre. Depuis 2023, les sociétés d'électricité de tout le pays ont acquis, ou visent à acquérir, près de 14 000 MW de capacité de stockage et d'énergie renouvelable (autre que l'hydroélectricité). Cela équivaut à ajouter au réseau plus d'un tiers de la capacité de production totale de l'Ontario. Une saine concurrence entoure tous ces accords, alors que de nombreux projets d'électricité propre montent en puissance.

Nous avons également continué à suivre l'évolution des émissions du Canada. Nos dernières ***Estimations préliminaires des émissions nationales*** ont a démontré que les réductions du Canada ont stagné en 2024. Les émissions nationales sont demeurées pratiquement inchangées par rapport à l'année précédente, s'établissant à 694 mégatonnes, soit seulement 8,5 % de moins qu'en 2005.

À l'approche de la COP30, notre analyse a également révélé que les progrès du Canada en matière de réduction des émissions accusent un retard par rapport à ceux des pays du G7. Par ailleurs, en février 2026, l'***évaluation indépendante*** réalisée par L'Institut concernant le rapport d'étape du gouvernement fédéral sur le Plan de réduction des émissions pour 2030 a conclu que les politiques fédérales et provinciales ne permettraient probablement d'atteindre que la moitié des réductions nécessaires pour respecter les objectifs du pays pour 2030.

Les récents revirements de politiques et l'affaiblissement des mesures climatiques dans l'ensemble du pays ont ralenti les progrès et accru les risques économiques à long terme.

Toutefois, notre évaluation a mis en évidence que des progrès sont possibles. Alors que les émissions provenant de la production pétrolière et gazière ont augmenté, les émissions ont continué de diminuer modestement dans les secteurs de l'électricité, du bâtiment et de l'industrie lourde.

Nos recherches ont également montré qu'une politique climatique coordonnée, des réseaux d'électricité plus propres et une meilleure efficacité énergétique ont permis de réaliser des réductions considérables en Ontario, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Saskatchewan depuis 2005.

Le Canada est plus éloigné de ses cibles climatiques qu'il ne l'était il y a seulement deux ans. Cependant, comme notre analyse l'a clairement démontré, un redressement de la situation ne se traduira pas uniquement par de meilleurs résultats sur le plan climatique. Il peut également entraîner une baisse des factures d'énergie, un meilleur confort des logements et davantage de possibilités pour les entreprises canadiennes.



Mettre en avant les perspectives et les solutions climatiques portées par les peuples autochtones

Les communautés autochtones de tout le Canada continuent de faire preuve de leadership en matière de climat : elles promeuvent des solutions d'énergie propre, renforcent la résilience climatique et façonnent les politiques nécessaires à un avenir plus durable.

Le volet Recherche autochtone de l'Institut vise à placer les savoirs, la recherche et les solutions autochtones au cœur des débats sur la politique climatique canadienne. Il travaille en partenariat avec des chercheuses et chercheurs, des détentrices et détenteurs de savoirs et des organisations des Premières Nations, des Inuits et des Métis pour faire progresser l'autodétermination autochtone et les solutions climatiques.

Les communautés autochtones ne sont pas seulement touchées de manière disproportionnée par les effets des changements climatiques, elles sont également les principales propriétaires d'infrastructures électriques en dehors des sociétés d'État et des entreprises privées, et elles sont à l'avant-garde de nouveaux projets majeurs d'énergie propre, d'infrastructures et de résilience dans tout le pays.

En avril 2025, nous avons publié le rapport ***Bâtir la force grâce à l'abri***, codéveloppé avec Indigenous Clean Energy et soutenu par Shared Value Solutions, et en avons fait la promotion dans les médias nationaux. Ce rapport soulignait comment l'insuffisance des logements continue de nuire à la santé et au bien-être au sein des communautés autochtones, alors que les changements climatiques accentuent les risques liés à la fumée des feux de forêt, aux chaleurs extrêmes et à l'instabilité des infrastructures. Il préconisait une approche axée sur des « logements écoénergétiques sains», alliant efficacité énergétique, résilience climatique et bien-être.

En réduisant la pollution et les coûts énergétiques, tout en améliorant les résultats en matière de santé, cette approche diminue le coût global lié aux logements inadéquats, générant un rendement estimé à 6,79 $ en avantages sociaux pour chaque dollar investi.

Pour concrétiser ces avantages, le rapport préconisait une action coordonnée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, un financement flexible et à long terme, ainsi que l'élaboration de politiques dirigées par les peuples autochtones.

En juin, nous avons publié la série d'études de cas Perspectives autochtones 2025, réalisée en partenariat avec le Centre for Indigenous Environmental Resources :

- **Exploiter l'énergie renouvelable non utilisée au Canada** : Considérations pour l'élaboration de cadres stratégiques relatifs aux projets de transport d'électricité incluant les peuples autochtones
- **Évaluation des systèmes énergétiques distribués dirigés par des Autochtones au Nouveau-Brunswick** : Comment une communauté mi'kmaq utilise des systèmes d'énergie décentralisés appartenant à la communauté pour favoriser la durabilité et atteindre la souveraineté énergétique
- **Composer avec les changements climatiques dans l'écosystème économique autochtone** : Comment la Première Nation Cowichan Tribes défend des pratiques durables qui tiennent compte des changements climatiques, du patrimoine culturel et de la pêche commerciale
- **Politique climatique se fondant sur la protection de l'orignal et la gouvernance anichinabée** : Enseignements et recommandations pour faire progresser la politique climatique visant à protéger l'orignal au sein et au-delà du bassin versant de la rivière des Outaouais
- **Protéger les terres et les eaux dans la région du Traité n°9** : Un aperçu des mesures climatiques prises par les autochtones pour protéger les collectivités, les terres, l'eau et la culture dans la région du Cercle de feu

Nous avons présenté ces études de cas lors d'une table ronde en ligne en deux parties qui a réuni des leaders autochtones, des personnes issues du milieu de la recherche, des gouvernements, de l'industrie et de la socité civile.

Dans la foulée, nous avons organisé, en septembre, un webinaire national coanimé avec l'Indigenous Power Coalition, consacré aux changements de politique nécessaires pour renforcer la participation et le leadership des Autochtones dans le domaine du transport d'électricité.

Attirer des capitaux pour l'innovation à faible intensité de carbone

Dans un contexte d'incertitude géopolitique et économique croissante, l'existence de lignes directrices crédibles en matière de climat et de finance durable joue un rôle de plus en plus central pour attirer les investissements, renforcer la résilience économique et accroître la compétitivité du Canada à long terme.

La finance durable peut accélérer la transition vers une énergie propre en intégrant les conséquences climatiques dans les décisions d'investissement. Cependant, à la suite de la réélection de Donald Trump et du recul des États-Unis en matière d'action climatique, de nombreuses institutions financières et entreprises ont également réduit la portée de leurs engagements publics en matière climatique.

Au Canada, cependant, le gouvernement fédéral a réaffirmé son appui aux lignes directrices sur l'investissement durable (communément appelées « taxonomie »). Il considère cet outil financier comme un moyen de renforcer la compétitivité, d'attirer des investissements et de rester à la hauteur de bon nombre de partenaires commerciaux importants du Canada qui disposent déjà de lignes directrices claires.

En décembre, le gouvernement a accordé un financement initial de deux ans à l'Institut climatique du Canada, en partenariat avec Parcours des entreprises de demain, une initiative dirigée par des investisseuses et investisseurs, pour élaborer ces lignes directrices du Canada en matière de finance durable.

La taxonomie établira des critères fondés sur des données scientifiques pour identifier les investissements « verts » et ceux liés à la « transition » qui s'harmonisent avec les objectifs du pays en matière de climat et de compétitivité. Ce faisant, elle créera un langage commun pour les investisseurs, améliorera la certitude sur les marchés et contribuera à mobiliser des capitaux privés vers des possibilités de croissance propre.

L'équipe de finance durable de l'Institut dirige les travaux de recherche et les travaux techniques pour le compte du Conseil indépendant de taxonomie et de la transition, composé de dirigeants des secteurs de la finance, de l'investissement durable, du milieu universitaire et de la politique. Le Conseil supervisera l'élaboration et l'approbation d'une nouvelle taxonomie canadienne de la finance durable, ainsi que la création de lignes directrices sur la planification de la transition climatique à l'intention des entreprises canadiennes.

Parallèlement à ces travaux, notre équipe de finance durable a publié à l'automne, conjointement avec Parcours des entreprises de demain, le rapport intitulé ***Trajectoire vers la compétitivité***, qui examine le rôle des plans de transition climatique au Canada.

Les entreprises subissent une pression croissante de la part des investisseurs, des assureurs, des clients et des organismes de réglementation pour montrer leurs plans visant à maintenir leur rentabilité face aux perturbations climatiques. Notre rapport a examiné ce en quoi la planification de la transition peut aider les entreprises à répondre à ces préoccupations en intégrant les principaux risques et les principales possibilités liés au climat dans leurs plans stratégiques et financiers.

Dans une publication connexe, nous avons détaillé la manière dont le paysage de la politique climatique du Canada s'harmonise avec celui de ses partenaires commerciaux autres que les États-Unis, et ce en quoi cela peut aider les entreprises canadiennes à diversifier leurs échanges sur des marchés mondiaux en pleine évolution. Nous avons également souligné le rôle des outils de financement mixte, qui utilisent des fonds publics pour réduire les risques liés aux projets, pour aider à attirer des capitaux privés pour des projets majeurs de croissance propre dans des domaines, comme l'électricité, les transports et les minéraux critiques.

Conseil Administration

Le conseil d'administration de l'Institut climatique du Canada définit l'orientation stratégique globale et veille à l'excellence opérationnelle, à la transparence et à la responsabilité financière de l'Institut. En date de mars 2026, les membres du conseil d'administration étaient :

Peter Nicholson (président)
Président fondateur retraité du Conseil des académies canadiennes
Annapolis Royal (Nouvelle-Écosse)

Alain Bourque
Directeur général
Ouranos
Montréal (Québec)

Jordyn Burnouf
Spécialiste en énergie durable et en souveraineté énergétique
Nation métisse de la Saskatchewan
Saskatoon (Saskatchewan)

Mel Cappe
Professeur, Munk School of Global Affairs and public Policy
Université de Toronto
Toronto (Ontario)

Catherine Cobden
Présidente et directrice générale
Association canadienne des producteurs d'acier
Ottawa (Ontario)

L'honorable Elizabeth Dowdeswell
Ancienne lieutenante-gouverneure de l'Ontario
Toronto (Ontario)

Gordon R. Lambert
Président
GRL Collaboration for Sustainability
Calgary (Alberta)

Bruce Lourie
Président
Fondation Ivey
Toronto (Ontario)

Connor MacDonald
Étudiant en droit, Université McGill; ancien conseiller politique du chef de l'opposition officielle (Canada)
Montréal (Québec)

Normand Mousseau
Professeur de physique
Université de Montréal
Directeur académique
Institut de l'énergie Trottier
Montréal (Québec)

Sandra Odendahl
Vice-présidente senior et responsable du développement durable et de la diversité
Banque de développement du Canada
Toronto (Ontario)

Eme Onuoha
Directeur général, Affaires publiques internationales
Investissements RPC
Ottawa (Ontario)

Mira Oreck
Directrice générale
Fondation Houssian
Vancouver (Colombie-Britannique)

Chris Ragan
Directeur, École de politiques publiques Max Bell
Université McGill
Montréal (Québec)

Tosh Southwick
Consultant et associé fondateur
IRP Consulting
Whitehorse (Yukon)

Matt Wayland
Adjoint de direction auprès du vice-président international et directeur canadien des relations gouvernementales
Fraternité internationale des ouvriers en électricité (Canada)
Niagara-on-the-Lake (Ontario)

Groupes d’experts et expertes 2025–2026

Nos travaux s’appuient sur les meilleures recherches et données probantes disponibles, et sont éclairés par un groupe d’éminents experts et expertes de partout au Canada. Les comités d’experts sur l’adaptation, l’atténuation et la croissance propre orientent et conseillent sur la portée et les méthodes de recherche, assurent l’examen technique des principales publications et recommandations de politiques, et appuient l’Institut dans ses initiatives de mobilisation et de communication. Nos programmes Recherche autochtone et Finance durable reposent sur une mobilisation continue et ciblée de divers experts et expertes ainsi que de conseillers et conseillères techniques.



Groupe d’experts sur l’adaptation

Jimena Eyzaguirre (présidente)
Directrice de l’équipe internationale et spécialiste principale en adaptation aux changements climatiques
ESSA technologies Ltd
Ottawa (Ontario)

Mathieu Boudreault
Professeur, Sciences actuarielles
Université du Québec
Montréal (Québec)

Daniel Henstra
Professeur, Sciences politiques
Université de Waterloo
Waterloo (Ontario)

Margot Hurlbert
Membre du corps professoral, Johnson Shoyama Graduate School of Public Policy
Université de Regina
Regina (Saskatchewan)

Don Iveson
Conseiller général pour l’investissement climatique et la résilience des communautés
Co-Operators
Edmonton (Alberta)

Caroline Larrivée
Directrice de la programmation scientifique
Ouranos – Consortium sur les changements climatiques
Montréal (Québec)

Alexandra Lesnikowski
Professeure adjointe, Département de géographie, d’urbanisme et d’environnement, responsable du Laboratoire de recherche sur l’adaptation aux changements climatiques de Concordia
Université Concordia
Montréal (Québec)

Deborah McGregor
Chaire de recherche du Canada, Justice environnementale autochtone
Université York
Toronto (Ontario)

Nancy Olewiler
Professeure, École de politique publique
Université Simon Fraser
Vancouver (Colombie-Britannique)

Roger Street
Chercheur associé, Environmental Change Institute
Université d’Oxford
Oxford (Royaume-Uni)

Enooyaq Sudlovenick
Chercheuse scientifique
Pêches et Océans Canada
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)



Groupe d’experts sur l’atténuation

Kathryn Harrison (présidente)
Professeur de science politique
Université de la Colombie-Britannique
Vancouver (Colombie-Britannique)

Louis Beaumier
Directeur général
Institut de l’énergie Trottier
Montréal (Québec)

Annie Chaloux
Professeure agrégée, École de politique appliquée
Université de Sherbrooke
Montréal (Québec)

Gerry Forrest
Ancien sous-ministre des Affaires municipales, des Affaires urbaines et du développement rural, gouvernement du Manitoba; ancien président et chef de la direction de la Commission de la fonction publique du Manitoba
Winnipeg (Manitoba)

Andrew Leach
Professeur, Économie et droit
Université de l’Alberta
Edmonton (Alberta)

Michael Maracle-Polak
Cofondateur et président
Akwekon Enterprise
Kjipuktuk, Mi’kma’ki

Juan Moreno-Cruz
Professeur agrégé, École d’environnement, des affaires et du développement; titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les transitions énergétiques
Université de Waterloo
Waterloo (Ontario)

Pierre-Olivier Pineau
Professeur, Département des sciences de la décision
HEC Montréal
Montréal (Québec)

Nicholas Rivers
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur les politiques climatiques et énergétiques
Université d’Ottawa
Ottawa (Ontario)

Kwatuuma Cole Sayers
Directeur général,
Indigenous Power Coalition
Vancouver (Colombie-Britannique)

Kristen van de Biezenbos
Professeure de droit
California Western School of Law
San Diego (Californie)

Jennifer Winter, PhD
Professeure agrégée, Département de sciences économiques et École de politiques publiques, Université de Calgary; conseillère scientifique ministérielle, Environnement et Changement climatique Canada
Calgary (Alberta)

Groupe d’experts sur la croissance propre

Peter W.B. Phillips (président)
Directeur fondateur, Johnson-Shoyama Centre for the Study of Science and Innovation Policy
Université de la Saskatchewan
Saskatoon (Saskatchewan)

Catherine Beaudry
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la création, le développement et la commercialisation de l’innovation
Polytechnique Montréal
Montréal (Québec)

Yves Bourgeois
Professeur d’économie régionale et doyen des études
Université de Moncton
Shippigan (Nouveau-Brunswick)

Don Drummond
Titulaire de la chaire Stauffer-Dunning
Université Queen’s
Ottawa (Ontario)

Sara Hastings-Simon
Professeure associée
Université de Calgary
Calgary (Alberta)

Tamara Krawchenko
Professeure adjointe, École d’administration publique; membre de l’Institut des systèmes énergétiques intégrés
Université de Victoria
Victoria (Colombie-Britannique)

Anne-Josée Laquerre
Directrice générale et cofondatrice
Québec Net Positif
Québec (Québec)

Jordan Peterson
Directeur principal
Affinity North
Whitehorse (Yukon)

Jacquelyn Pless
Professeure adjointe, Sloan School of Management
MIT
Cambridge (Massachusetts)

Mark Rowlinson
Associé
Goldblatt Partners LLP
Toronto (Ontario)

Stephen Tapp
PDG et économiste en chef
Centre d’étude du niveau de vie
Ottawa (Ontario)

Saga Williams
Directrice principale et propriétaire
AS Williams Consulting
Première Nation de Curve Lake
(Ontario)



Conseil consultatif

Nos conseillers sont des chefs de file du gouvernement, de l'industrie et de la société civile de tout le Canada. Leurs points de vue contribuent à garantir que les travaux de L'Institut sont pertinents, opportuns et concrets. En date de mars 2026, les membres du Conseil consultatif de L'Institut étaient :

Catherine Abreu
Directrice,
International Climate Politics Hub,
Fondation européenne pour le climat
Ottawa (Ontario)

Adam Auer
Président et directeur général
Association canadienne du ciment
Ottawa (Ontario)

Alain Brandon
Vice-président, Développement durable, impact social et relations gouvernementales
Compagnies Loblaw Limitée
Toronto (Ontario)

Jasveen Brar
Directrice générale
Youth Climate Lab
Calgary (Alberta)

Caroline Brouillette
Directrice générale
Réseau action climat
Montréal (Québec)

Corey Diamond
Directeur général
Efficacité énergétique Canada
Toronto (Ontario)

Robert Larocque
Président et directeur général
Association canadienne des carburants
Ottawa (Ontario)

Monique Leroux
Présidente du conseil d'administration
Investissement Québec
Vice-présidente
Fiera Capital
Montréal (Québec)

Kate Lindsay
Vice-présidente principale et chef de la durabilité
Association des produits forestiers du Canada
Ottawa (Ontario)

Shianne McKay
Codirectrice générale
Centre for Indigenous Environmental Resources
Brandon (Manitoba)

Suzann Méthot
Consultante indépendante et conseillère stratégique
Montréal (Québec)

David Morley
Vice-président, Stratégie nationale et relations gouvernementales
Pomerleau
Toronto (Ontario)

Miles Richardson
Conseiller en affaires et directeur du Consortium national pour le développement économique autochtone
Université de Victoria
Vancouver (Colombie-Britannique)

Carole Saab
Présidente et cheffe de la direction
Fédération canadienne des municipalités
Ottawa (Ontario)

Jean Simard
Président et directeur général
Association de l'aluminium du Canada
Montréal (Québec)

Scott Skinner
Président et directeur général
Clean Foundation
Dartmouth (Nouvelle-Écosse)

Katie Sullivan
Directrice générale
Association internationale pour l'échange de droits d'émission
Toronto (Ontario)

Jean-Patrick Toussaint
Directeur principal, Climat
Fondation familiale Trottier
Ottawa (Ontario)

Helen Watts
Directrice générale
Student Energy
Ottawa (Ontario)

John Zhou
Chef des technologies propres et vice-président, Ressources propres
Alberta Innovates
Edmonton (Alberta)

Barbara Zvan
Présidente et directrice générale
Régime de retraite universitaire Ontario
Toronto (Ontario)

CANADIAN CLIMATE INSTITUTE

L'INSTITUT CLIMATIQUE DU CANADA

